

BAIL COMMERCIAL

soumis aux articles L.145-1 et suivants du Nouveau Code de Commerce et aux articles non abrogés à ce jour du Décret N° 53-960 du 30 septembre 1953 et des textes subséquents

ENTRE LES SOUSSIGNEES

ETS RENE COLLET & Cie, Société par actions simplifiée, au capital de 1.705.000 €, dont le siège est sis 2 rue François Mermet 69160 TASSIN LA DEMI LUNE, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de LYON et inscrite sous le N° SIREN 955 516 489,

représentée par Monsieur Bernard COLLET, en sa qualité de Directeur Général, dûment habilité à signer ce bail, ce qu'il déclare expressément

Ci-après dénommée "LE BAILLEUR",

d'une part,

ET

L'établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer), établissement public administratif dont le siège social est situé 12 rue Henri Roi-Tanguy, 93555 MONTREUIL CEDEX, identifié sous le numéro siret 130 006 364 00017,

représenté en vertu de l'article D.621-27 du code rural et de la pêche maritime par Madame Christine AVELIN, en sa qualité de Directrice Générale nommée par décret du 06 avril 2017, dûment habilité à signer ce bail, ce qu'il déclare expressément,

ci-après dénommée "LE PRENEUR",

d'autre part,

SOMMAIRE

CHAPITRE I - DESTINATION

- . Article 1 - Objet
- . Article 2 - Désignation
- . Article 3 - Durée
- . Article 4 - Etat des lieux
- . Article 5 - Destination

CHAPITRE II - CHARGES ET CONDITIONS

- . Article 6 - Conditions générales de jouissance
- . Article 7 - Travaux, installations, aménagements
- . Article 8 - Entretien
- . Article 9 - Visite et surveillance des locaux
- . Article 10 - Charges, impôts, taxes
- . Article 11 - Assurances
- . Article 12 - Cession de bail
- . Article 13 - Sous-location
- . Article 14 - Téléphone et autres télécommunications
- . Article 15 - Restitution des locaux

CHAPITRE III - OBLIGATIONS FINANCIERES

- . Article 16 - Loyer
- . Article 17 - Taxes
- . Article 18 - Charges et accessoires
- . Article 19 - Modalités de règlement
- . Article 20 - Dépôt de garantie
- . Article 21 - Révision du loyer

CHAPITRE IV - AUTRES OBLIGATIONS

- . Article 22 - Clause résolutoire
- . Article 23 - Frais et enregistrement
- . Article 24 - Election de domicile

CHAPITRE V - CONDITIONS PARTICULIERES

- . Article 25 - Désignation
- . Article 26 - Dates de référence
- . Article 27 - Destination
- . Article 28 - Loyer annuel de base
- . Article 29 - Provisions sur charges
- . Article 30 - Dépôt de garantie – Caution
- . Article 31 - Indice de référence
- . Article 32 - Honoraires
- . Article 33 - Environnement
- . Article 34 – Prescription de sécurité
- . Article 35 – Clause particulière

Il a été établi ainsi qu'il suit les conditions du bail commercial, objet des présentes :

CHAPITRE I - DESCRIPTION

ARTICLE 1 - OBJET

Le bailleur donne à bail au preneur, qui accepte, les locaux dont il est propriétaire, ci-après désignés sous l'article 25, ci-après désignés « les locaux loués »

ARTICLE 2 - DESIGNATION

Le preneur déclare bien connaître les locaux loués, pour les avoir visités sans qu'il soit nécessaire d'en donner une plus ample désignation, tels qu'ils existent, s'étendent, se poursuivent et comportent.

Il est précisé que toute différence entre les côtes et surfaces mentionnées au présent bail ou résultant du plan éventuellement annexé et les dimensions réelles des lieux, ne saurait justifier une réduction ou augmentation de loyer, les parties se référant à la consistance des lieux tels qu'ils existent.

ARTICLE 3 - DUREE

Le présent bail est consenti et accepté pour une durée stipulée à l'article 26 ci-après.

Il cessera dans les conditions fixées par la législation. Le preneur aura la faculté de donner congé à l'expiration de chaque période triennale en avisant le bailleur par lettre recommandée avec avis de réception envoyée six mois avant l'expiration de chaque période triennale.

Le bailleur pourra, aux mêmes conditions, dénoncer la présente location à l'expiration d'une période triennale pour les cas prévus aux articles L.145-18, L.145-21 et L. 145-24 du Code de Commerce.

ARTICLE 4 - ETAT DES LIEUX

Un état des lieux sera établi contradictoirement par les parties à l'entrée du preneur. Il sera réalisé par le preneur et le bailleur sans frais.

Si pour une raison quelconque, cet état des lieux n'était pas dressé, et notamment si le preneur faisait défaut, les biens immobiliers, objet des présentes, seront considérés comme ayant été donnés à bail en parfait état.

ARTICLE 5 - DESTINATION

Le preneur devra utiliser les locaux loués, dans le cadre de son activité et à l'usage exclusif précisé ci-après sous l'article 27, paisiblement et conformément aux articles 1728 et 1729 du Code Civil.

Cette destination ne devra faire l'objet d'aucun changement sans l'accord exprès écrit du bailleur. Les locaux loués devront, en tout état de cause, être utilisés pour l'exercice d'une activité commerciale qui ne pourra pas remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux loués.

Il est expressément convenu que le preneur s'interdit de faire dans les locaux loués toutes ventes aux enchères de meubles ou autres objets.

Le preneur déclare faire son affaire personnelle des autorisations qui seraient, le cas échéant, nécessaires à l'exercice de son activité dans les biens immobiliers, notamment agréments et autres. Il s'oblige à se conformer et à exécuter à ses seuls frais, risques et périls pendant toute la durée du bail, tous règlements et arrêtés, injonctions administratives ou toutes modifications les concernant, le tout de manière que le bailleur ne soit jamais ni recherché ni inquiété à ce sujet.

Le bailleur se réserve le droit de louer d'autres locaux dans l'immeuble à qui que ce soit et même pour des activités concurrentes à celle du preneur.

CHAPITRE II - CHARGES ET CONDITIONS

Le présent bail est consenti et accepté sous les charges et conditions ordinaires et de droit, et sous celles qui suivent, que le preneur s'engage à observer ou à subir, sans pouvoir ne réclamer ni résiliation ni diminution de loyer, ni dommages et intérêts.

Toute modification ne pourra résulter que d'un commun accord écrit et circonstancié des parties. En conséquence, toutes tolérances ou attitudes passives du bailleur ne devront jamais être considérées comme un droit même avec le temps, le bailleur pouvant toujours y mettre fin.

ARTICLE 6 - CONDITIONS GENERALES DE JOUISSANCE

Le preneur prendra les locaux loués, dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance sans pouvoir exiger du bailleur aucune réduction de loyer, ni aménagement ou réparation de quelque nature que ce soit, actuelle ou future. Au cas où quelque autorité que ce soit viendrait à exiger à un moment quelconque une modification des locaux, objet du présent bail, et même si cette exigence est constitutive d'un cas de force majeure, tous les frais et conséquences de cette modification seraient intégralement et définitivement supportés par le preneur qui s'y oblige sauf travaux définis par l'article 606 du Code civil qui incombent en tout état de cause au propriétaire des locaux. Ces travaux devraient être réalisés dans les délais prescrits de telle sorte que la responsabilité du bailleur ne puisse pas être recherchée.

Le preneur garnira les locaux loués et les tiendra constamment garnis pendant toute la durée du bail, de meubles, objets mobiliers et marchandises en qualité et en valeur suffisantes pour répondre du paiement des loyers et de l'exécution des conditions du bail. Le bailleur se réserve le droit de vérifier sur place ledit garnissement et ce, à tout moment.

Le preneur devra satisfaire à toutes les charges de ville, de police et de voirie auxquelles les locataires sont ordinairement tenus, le tout de manière à ce que le bailleur ne puisse aucunement être inquiété ni recherché à ce sujet. En cas d'expropriation pour cause d'utilité publique, le preneur ne pourra rien réclamer au bailleur.

Le preneur devra s'abstenir de tout ce qui pourrait nuire à l'activité des autres occupants, veiller à ce que la tranquillité de l'immeuble ne soit troublée en aucune manière, de son fait, ou de celui de ses préposés et, en assurer le bon ordre, la propreté, l'hygiène ou le service, notamment ne faire aucun travail ni quoi que ce soit qui puisse gêner les autres occupants.

Le preneur devra faire son affaire personnelle du gardiennage et de la surveillance des lieux qui lui sont loués. Il ne pourra notamment rechercher la responsabilité du bailleur dans le cas où un poste de gardien existant serait supprimé.

D'une manière générale, tout abus de jouissance pourra entraîner la résiliation des présentes, alors même que cet abus n'aurait été que provisoire et de courte durée, quinze jours calendaires après sommation restée infructueuse.

Le preneur ne pourra en aucun cas tenir responsable le bailleur par suite de suppression temporaire ou de réduction de services tels que gardiens, gaz, eau, électricité, téléphone, chauffage, etc...

S'il existe ou venait à exister un règlement de copropriété pour l'immeuble, le preneur devra se conformer aux prescriptions dudit règlement et à toute décision prise par l'assemblée des copropriétaires. Le preneur déclare expressément avoir reçu copie, dès avant ce jour, du règlement de copropriété.

Le preneur devra également respecter le cahier des charges, le règlement intérieur ou le règlement de la zone industrielle s'il y a lieu, de sorte que le bailleur ne soit jamais inquiété à ce sujet. Le preneur déclare expressément avoir reçu, dès avant ce jour, les documents indiqués.

ARTICLE 7 - TRAVAUX - INSTALLATIONS - AMENAGEMENTS

Le preneur maintiendra les lieux loués en bon état d'entretien et effectuera pendant le cours du bail et à ses frais toutes réparations qui seraient nécessaires, à l'exception de celles prévues à l'article 606 du Code Civil, qui demeureront à la charge du bailleur.

Le preneur devra souffrir et laisser faire, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité, ni diminution de loyer, tous travaux de réparation, reconstruction, aménagements, que le bailleur serait amené à faire exécuter en cours de bail dans les biens immobiliers, objet des présentes, quelles qu'en soient la nature et la durée, cette dernière excéderait-elle quarante jours, et ce, par dérogation expresse à l'article 1724 du Code Civil.

Le preneur ne pourra effectuer dans les locaux loués, des travaux qui puissent changer la destination de l'immeuble ou nuire à sa solidité et de même, il ne pourra faire supporter aux planchers une charge supérieure à leur résistance sous peine d'être responsable de tous désordres ou accidents.

Si les locaux sont, en totalité ou partie, chauffés par un réseau intégré dans les sols ou plafonds, le preneur a l'interdiction absolue d'effectuer tout percement susceptible de détériorer cette trame chauffante, qu'elle soit constituée de câbles chauffants, de canalisations ou autres systèmes.

Tous les travaux, réalisés à l'initiative du preneur, comportant changement de distribution, démolition ou percements des murs, des poutres ou des planchers, d'installations de machinerie quelle qu'en soit la source d'énergie, devront faire l'objet d'une autorisation préalable et écrite du bailleur. Lesdits travaux devront être effectués aux frais, risques et périls exclusifs du preneur conformément aux normes en vigueur et sous la surveillance d'un architecte ou d'un Bureau d'Etudes Techniques agréé par le bailleur et dont les honoraires seront supportés par le preneur.

Le preneur ne pourra modifier le cloisonnement existant des locaux, ni installer de nouvelles cloisons, même démontables, sans avoir obtenu l'accord écrit du bailleur sur le plan de distribution projetée.

Tous les travaux d'embellissements, améliorations, installations de cloisonnements ou constructions quelconques, y compris le cas échéant, ceux qui pourraient être imposés par des dispositions législatives ou réglementaires, faits par le preneur à la prise de possession ou en cours de bail, deviendront, lors de la cessation du bail, et ce, à quelque moment et pour quelque cause que ce soit, la propriété du bailleur, sans indemnité. Il est toutefois précisé en tant que de besoin que les équipements matériels et installations non fixés à demeure, et qui de ce fait ne peuvent être considérés comme immeuble par destination resteront la propriété du preneur et devront être enlevés par lui lors de sa sortie, à charge pour lui de remettre les biens immobiliers, objet des présentes, en état après cet enlèvement.

Le preneur ne pourra poser ni plaque, ni enseigne, ni store ou volet ou réaliser une installation quelconque intéressant l'aspect extérieur de l'immeuble sans l'accord préalable et écrit du bailleur. Le preneur sollicitera, en tant que de besoin, les autorisations prévues par les dispositions régissant l'ensemble immobilier dont dépendent les biens immobiliers, objet des présentes, étant toutefois précisé que le preneur fera son affaire personnelle des autorisations administratives exigées et du règlement des taxes qui pourraient être dues de ce fait, de façon que le bailleur ne soit jamais inquiété ni recherché à ce sujet.

ARTICLE 8 - ENTRETIEN

Le preneur devra notamment faire entretenir et remplacer, si besoin est, et quelle que soit la cause en ce compris la vétusté ou la force majeure, tout ce qui concerne les installations à son usage personnel (climatisation, installations électriques, ventilation) ainsi que les fermetures et serrures des fenêtres, portes et volets, les glaces, vitres, parquets, carrelages, revêtements de sol, boiseries...

Il sera responsable des accidents causés par ces objets.

A défaut d'exécution de ces travaux, dix jours ouvrés après une mise en demeure restée infructueuse, le bailleur pourra se substituer au preneur et les faire réaliser par une entreprise de son choix, aux frais exclusifs du preneur, sans préjudice de tous frais de remise en état consécutifs à des dommages causés par l'inobservation des dispositions de la présente clause.

Le preneur ne devra rien faire ou laisser faire qui puisse détériorer les locaux et il devra prévenir immédiatement le bailleur de toute atteinte qui serait portée à la propriété, de toutes dégradations ou détériorations qui viendraient à se produire dans les biens immobiliers, objet des présentes, et qui rendraient nécessaires des travaux incombant au bailleur.

En outre, le preneur supportera, à compter de la mise à disposition des biens immobiliers donnés à bail, la quote-part afférente aux locaux loués tant dans les charges entraînées par les services collectifs et les éléments d'équipement de l'ensemble immobilier, que dans celles relatives à la conservation, à l'entretien et à l'administration des parties communes de l'ensemble immobilier, et de la zone d'activité dont dépend ledit immeuble.

ARTICLE 9 - VISITE ET SURVEILLANCE DES LOCAUX

Pendant toute la durée du bail, le preneur devra laisser les représentants du bailleur visiter les locaux loués, pour s'assurer de leur état et fournir à la première demande du bailleur toutes les justifications qui pourraient lui être demandées de la bonne exécution du bail.

Le preneur devra laisser visiter les locaux loués par le bailleur ou de ses représentants en cas de résiliation du bail, pendant une période de six mois précédant la date effective de son départ, et accepter l'apposition d'écriteaux ou d'affiches aux emplacements convenant au bailleur pendant la même période.

Ces visites ne pourront avoir lieu qu'aux heures ouvrables après préavis de 24 heures de la part du bailleur.

ARTICLE 10 - CHARGES - IMPOTS - TAXES

Le preneur devra payer les contributions personnelles, les taxes professionnelles, les taxes locatives et autres de toute nature, la taxe sur les bureaux, la taxe foncière relative aux locaux loués, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, la taxe d'écoulement à l'égout, la taxe de balayage, toutes nouvelles taxes municipales ou autres et augmentation d'impôts pouvant être créées, de quelque nature et sous quelque dénomination que ce puisse être, supporter lesdites contributions et charges en cours de bail, et rembourser au bailleur les sommes avancées par lui à ce sujet.

D'une manière générale, le preneur supportera toutes charges, de quelque nature qu'elles soient, qui seraient ou pourraient devenir, exigibles sur les biens immobiliers donnés à bail ou sur la location ainsi que les honoraires de gestion, de syndic et d'association syndicale, le tout de manière que le loyer ci-après fixé soit perçu par le bailleur, net de toutes charges.

ARTICLE 11 - ASSURANCES

Le bailleur, directement, fera garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en qualité de propriétaire.

Il assurera les locaux loués en valeur de reconstruction à neuf, contre les risques d'incendie, d'explosion, tempête, ouragan, cyclone, dégâts des eaux, chutes d'appareils de navigation aérienne, grèves, émeutes et mouvements populaires, attentats, catastrophes naturelles, à une ou plusieurs compagnies notoirement solvables et maintiendra cette assurance pendant toute la durée du bail.

Le preneur fera assurer auprès des compagnies notoirement solvables, pour des sommes suffisantes, les agencements et embellissements, même immeubles par destination, son mobilier, son matériel et ses marchandises contre les risques d'incendie, explosion, foudre, ouragan, tempêtes, attentats, catastrophes naturelles et extensions, y compris émeutes et dégâts des eaux, vol et bris de glace, y compris les détériorations à la suite de vol ainsi que le recours des voisins et des tiers.

Le preneur déclare renoncer à recours, en cas de sinistre, contre le bailleur et ses assureurs, les locataires ou occupants des bâtiments et leur personnel, ainsi que contre les mandataires du bailleur et leur personnel.

Le bailleur s'engage de son côté à renoncer et à faire renoncer ses assureurs subrogés à tous recours contre le preneur et ses assureurs sous réserve de réciprocité.

Les abandons de recours réciproques indiqués ci-dessus seront sans effet si le responsable des dommages a commis une faute dolosive, intentionnelle ou lourde.

Le preneur souscrira une police "responsabilité civile" couvrant pour des sommes suffisantes les dommages corporels et garantissant les conséquences pécuniaires de ladite responsabilité qu'il peut encourir à raison des dommages corporels matériels et immatériels causés aux tiers.

Les copies des polices souscrites par le preneur, devront être remises au bailleur à sa première demande, soit par le preneur lui-même, soit par son conseil, et justification devra être faite du paiement des primes également à première demande.

Règlements et exécution des polices

Le preneur s'engage à faire connaître au bailleur tout élément ou tout événement de nature à aggraver ses risques et à modifier le taux de prime applicable aux lieux loués. Au cas où l'activité du preneur aurait une incidence sur les conditions d'assurances des immeubles ou locaux voisins, le preneur supporterait les surprimes afférentes aux parties desdits locaux ou des immeubles.

Le preneur sera tenu de laisser libre l'accès des lieux aux assureurs du bailleur, afin de leur permettre une bonne appréciation des risques à couvrir.

Le preneur s'engage à faire contrôler régulièrement le bon fonctionnement et la conformité aux normes réglementaires des installations et équipements des locaux loués et notamment des moyens de secours (*extincteurs*).

Ce contrôle sera effectué aux frais du preneur par un organisme agréé par l'assemblée plénière des sociétés d'assurances contre l'incendie (C.E.P., VERITAS...).

Le preneur devra justifier de ses contrats à la demande du bailleur, respecter les suggestions contenues dans le rapport du bureau de contrôle et effectuer les travaux de mise en conformité éventuellement nécessaires.

ARTICLE 12 - CESSIION DE BAIL

Le preneur ne pourra céder son droit au présent bail, en totalité ou en partie, sans le consentement exprès et écrit du bailleur, sauf si le bail est cédé avec le fonds de commerce.

Le preneur ne pourra se substituer ni des personnes physiques ni des personnes morales dans les locaux loués, notamment par voie de gérance libre du fonds de commerce.

Toute cession consentie au mépris du présent article entraînerait la résiliation du bail si bon semble au bailleur.

Les stipulations qui précèdent s'appliquent à tous les cas de mutation sous quelque forme que ce soit. En cas d'apport du droit au bail à une société, la clause précitée s'appliquera dans le cas d'un apport fait à une société nouvelle ou préexistante. La mutation devra être réalisée en présence du bailleur ou de son mandataire dûment appelé au moyen d'une simple lettre recommandée avec avis de réception adressée à son siège social ou au domicile de son mandataire, quinze jours au moins à l'avance.

La cession ou l'apport sera constaté par acte authentique, sauf dérogation par le bailleur, dont un original de l'acte de cession ou d'apport sera remis sans frais au bailleur pour lui servir de titre exécutoire contre le ou les cessionnaires.

En cas de liquidation judiciaire ou de mise en redressement judiciaire de la société locataire, la cession du droit au bail par l'administrateur ou le liquidateur judiciaire ne pourra être effectuée que sous les conditions stipulées ci-dessus.

ARTICLE 13 - SOUS-LOCATION

Toute sous-location totale ou partielle des locaux est expressément interdite au preneur, les lieux loués formant un tout indivisible dans la commune intention des parties.

Le preneur pourra toutefois proposer au bailleur, sans aucune obligation d'acceptation par ce dernier, une sous-location.

En cas de sous-location acceptée, le preneur restera seul obligé envers le bailleur à l'exécution de toutes les obligations du présent bail, les sous-locataires ne pouvant avoir vis-à-vis du bailleur aucun droit supplémentaire par rapport au locataire principal.

En outre, et pour le cas de sous-location partielle, les locaux loués formant un tout indivisible dans la commune intention des parties, la ou les sous-locations ne seront pas opposables au bailleur, le preneur faisant son affaire, à ses risques et périls exclusifs, de la situation de toute sous-location. Le preneur s'engage à porter à la connaissance de tout sous-locataire et à stipuler dans tout acte de sous-location quel qu'il soit, que le bailleur, au titre des présentes, n'entend

en aucun cas avoir un quelconque lien de droit avec les sous-locataires et que ceux-ci renoncent expressément à toute action et à tout droit notamment à un renouvellement de la sous-location, à l'encontre du bailleur.

Au surplus, le preneur s'oblige à assumer, vis-à-vis de son ou de ses sous-locataires totaux ou partiels, le paiement de toutes indemnités éventuelles, de quelque nature que ce soit, en particulier celles pouvant être dues au titre de la libération des locaux.

Si des sous-locations ou cessions étaient réalisées, la renonciation à tous recours envers le bailleur devrait figurer dans les contrats d'assurances des sous-locataires et cessionnaires en application de l'article 11 du présent bail.

ARTICLE 14 - TELEPHONE ET AUTRES TELECOMMUNICATIONS

Le preneur fera son affaire personnelle de toutes les démarches administratives en vue d'obtenir le branchement des lignes téléphoniques, télex et autres télécommunications équipant les lieux loués, ledit preneur s'engage expressément à résilier ses abonnements pour le jour de son départ.

ARTICLE 15 - RESTITUTION DES LOCAUX

En fin de bail, le preneur devra, quinze jours calendaires à l'avance, informer le bailleur de la date de son déménagement et lui communiquer sa nouvelle adresse.

Avant de déménager, le preneur devra, préalablement à tout enlèvement même partiel des mobiliers ou matériels, avoir acquitté la totalité des termes de loyers et accessoires et justifier par présentation des acquits, du paiement des contributions à sa charge, tant pour les années écoulées que pour l'année en cours.

Le preneur devra, au plus tard le jour de l'expiration du bail, rendre les biens immobiliers donnés à bail, en bon état de réparation et d'entretien, ce qui sera constaté par un état des lieux contradictoire à la suite duquel le preneur devra remettre les clés au bailleur. Au cas où l'une des parties ne serait pas présente au jour et heure fixés préalablement et par écrit entre elles pour l'état des lieux, celui-ci sera établi par un huissier, les frais correspondants étant à la charge de la partie défaillante.

Si des réparations ou travaux s'avéraient nécessaires le preneur devra, dans les 48 heures de l'état des lieux de sortie, notifier au bailleur son intention de les exécuter lui-même, étant précisé que les parties entendent soumettre ces travaux au contrôle du bailleur. A défaut, le bailleur fera réaliser les travaux de remise en état aux frais du preneur. Si les locaux ne peuvent être reloués en l'état avant l'exécution des travaux imputables au preneur et relevés dans l'état des lieux, le preneur supportera et réglera au bailleur une indemnité égale au montant du dernier loyer en vigueur et aux charges correspondantes et ce, jusqu'à l'achèvement des travaux, ladite indemnité - qui s'entend hors droits et taxes, droits et taxes en sus à la charge du preneur - devant être réglée dans les mêmes conditions que stipulées à l'article 19.

CHAPITRE III - OBLIGATIONS FINANCIERES

ARTICLE 16 - LOYER

Le présent bail est consenti et accepté moyennant un loyer principal annuel de base dont le montant est précisé sous l'article 28 et qui évoluera dans les conditions fixées par la législation et suivant les modalités stipulées sous l'article 21.

ARTICLE 17 - TAXES ET CONTRIBUTIONS

T.V.A. le loyer et ses accessoires ci-dessus mentionnés s'entendent hors taxes. Le preneur s'engage à acquitter entre les mains du bailleur le montant de la taxe à la valeur ajoutée ou toute autre taxe nouvelle ou de substitution au taux légalement en vigueur au jour de chaque règlement.

ARTICLE 18 - CHARGES ET ACCESSOIRES

Le preneur supportera toutes les charges, contributions, assurances, frais de gérance de l'immeuble, taxes et prestations énoncés sous les précédents articles et remboursera au bailleur le montant de toutes les autres dépenses d'exploitation, de réparation et d'entretien afférentes aux locaux et aux équipements de toute nature tant des lieux loués que des parties réputées communes à l'immeuble, au prorata des surfaces occupées par le preneur dans l'immeuble.

Ce remboursement s'effectuera par appel d'une provision trimestrielle versée par le preneur, avec chaque terme

de loyer, tel que prévu à l'article 29.

Au terme de chaque exercice le bailleur établira un décompte des charges réellement payées sur lequel seront imputées les provisions versées. La régularisation comptable, appel de fonds complémentaires ou imputation à valoir sur le terme suivant, interviendra en même temps que l'appel de loyer suivant.

ARTICLE 19 - MODALITES DE REGLEMENT

Le preneur s'oblige à payer au bailleur le loyer et ses accessoires en quatre termes de paiement égaux et d'avance les premiers Janvier, avril, juillet et octobre de chaque année. Le premier et le dernier loyer seront payables au *pro rata temporis*, le cas échéant.

Les loyers et sommes dus sont réputés "portables" au domicile du bailleur ou de son mandataire. Le preneur devra faire en sorte que les règlements parviennent bien au bailleur aux échéances contractuelles.

En cas de non-paiement, même partiel, à l'échéance du loyer, la quittance sera majorée de 10 % (dix pour cent) du loyer hors taxes, taxes en sus à la charge du preneur après mise en demeure restée infructueuse pendant un délai de 10 jours ouvrables.

ARTICLE 20 - DEPOT DE GARANTIE - CAUTION

20.1 DEPOT DE GARANTIE :

Pour garantir l'exécution des obligations lui incombant, le preneur versera au bailleur, une somme représentant trois mois de loyers, à titre de dépôt de garantie. Le bailleur délivrera un reçu spécial de versement.

Ce dépôt ne sera ni productif d'intérêts, ni imputable sur la dernière échéance de loyer et sera remboursable après le départ du preneur, sous réserve d'exécution par lui de toutes les clauses et conditions du bail, notamment après exécution des travaux de remise en parfait état locatif des locaux loués.

En cas de révision ou de variation du prix du loyer fixé, le présent dépôt de garantie sera réajusté proportionnellement au nouveau loyer et dans les mêmes conditions de façon à être toujours égal à trois mois de loyer hors taxes.

Dans le cas où une taxe quelconque serait exigible à quelque moment que ce soit sur le dépôt de garantie, le preneur s'engage à la rembourser au bailleur à sa première demande écrite.

Dans le cas de résiliation du présent bail par suite d'inexécution de ses conditions pour une cause imputable au preneur, ledit dépôt de garantie restera acquis au bailleur à titre de dommages-intérêts sans préjudice de tous autres, ladite compensation étant expressément convenue.

ARTICLE 21 - REVISION DU LOYER

Le loyer sera soumis à une indexation annuelle.

Le loyer sera réajusté chaque année à la date anniversaire de la prise d'effet du bail, de plein droit et sans l'accomplissement d'aucune formalité quelle qu'elle soit, ni demande, proportionnellement à la variation de l'indice trimestriel des loyers des activités tertiaires ILC publié par l'INSEE sans que l'application de cette formule puisse entraîner une diminution du loyer de base.

L'indice de référence initial est précisé sous l'article 31: c'est le dernier indice trimestriel connu à la date de prise d'effet du bail.

L'indice de comparaison servant au calcul de la première révision sera le même indice trimestriel que l'indice de référence initial mais de l'année suivante. Cet indice de comparaison servira d'indice de référence pour la

prochaine révision et ainsi de suite.

En cas de modification ou de remplacement de l'indice choisi, le nouvel indice sera de plein droit substitué à l'ancien dans les conditions et selon les coefficients de raccordement publiés et rétroactivement à compter de la date à laquelle l'indice contractuel ne pourra plus être appliqué.

En cas de suppression pure et simple de l'indice ci-dessus retenu, il sera remplacé par un nouvel indice déterminé d'un commun accord entre les parties ou, à défaut, par un expert choisi par les parties. Si les parties ne s'entendent pas sur le choix de l'expert, celui-ci sera désigné par le Juge des Loyers saisi par la partie la plus diligente.

CHAPITRE IV - AUTRES OBLIGATIONS

ARTICLE 22 - CLAUSE RESOLUTOIRE

Il est expressément convenu qu'en cas d'inexécution des conditions ci-dessus ou de l'une d'entre elles, un mois après sommation d'exécuter demeurée infructueuse, le bail sera résilié de plein droit si bon semble au bailleur, sans qu'il soit besoin de remplir de formalités judiciaires. Le bailleur pourra obtenir l'expulsion des lieux loués par simple ordonnance de référé rendue par le Président du Tribunal Judiciaire. Le bailleur se réserve par ailleurs de faire valoir tous droits pour loyers échus, dommages-intérêts et frais, sans préjudice de son droit de saisir en toute circonstance, le Juge du Fond, de toute action qu'il pourra juger utile. En cas de non paiement d'un seul terme à son échéance, le bailleur sera en droit d'expulser le locataire par la même voie et sous les mêmes réserves mais, en ce cas, un mois seulement après un commandement de payer resté sans effet.

Toute offre de paiement ou d'exécution après l'expiration du délai ci-dessus sera réputée nulle et non avenue et ne pourra faire obstacle à la résiliation acquise au bailleur.

En cas de résiliation ou d'expulsion, les montants des loyers payés d'avance, s'il y a lieu, resteront acquis au bailleur à titre d'indemnité, sans préjudice de plus amples dommages-intérêts et sans préjudice également de l'application de l'article 1760 du Code Civil et ce, nonobstant l'expulsion.

Au cas où, après résiliation du bail, les lieux ne seraient pas restitués au bailleur à bonne date, libres de toute occupation, l'indemnité d'occupation due par le preneur ou ses ayants droit jusqu'à la restitution effective, sera égale, par jour de retard, à 2 % (deux pour cent) du montant du loyer trimestriel TTC augmentés de tous droits à dommages- intérêts au profit du bailleur. Ladite indemnité d'occupation s'entend hors droits et taxes, droits et taxes en sus à la charge du débiteur de ladite indemnité.

En aucune circonstance et pour quelque cause que ce soit, la clause ci-dessus ne pourra être considérée ni comme comminatoire ni comme clause de style. Elle contient une dérogation expresse, voulue et acceptée par les parties au dernier paragraphe de l'article 1184 du Code Civil.

Tenant lieu de loi aux termes de l'article 1134 du Code Civil, cette clause devra être rigoureusement exécutée par les parties.

ARTICLE 23 - FRAIS ET ENREGISTREMENT

Le preneur paiera tous les frais, droits et honoraires des présentes ainsi que tous ceux qui en seraient la suite ou la conséquence.

Le preneur ou ses ayants droit, devra rembourser au bailleur les frais des actes extrajudiciaires et autres frais de justice, motivés par ses infractions aux clauses et conditions des présentes.

Dans le cas où le bailleur décide de recourir à l'enregistrement du bail, les droits de timbre et d'enregistrement

Paraphes

seront intégralement à la charge du preneur.

Tous droits et taxes afférentes à toutes sommes dues par le preneur au bailleur dans le cadre des présentes et de leurs suites seront à la charge du preneur.

ARTICLE 24 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, le bailleur fait élection de domicile à son siège social et le preneur dans les lieux loués.

CHAPITRE V - CONDITIONS PARTICULIERES

ARTICLE 25 - DESIGNATION DES BIENS IMMOBILIERS DONNES A BAIL

Les locaux loués sont situés : 20 boulevard Eugène Deruelle, à LYON (69003) dans l'immeuble en copropriété « Le Britannia » au 5^{ème} étage du bâtiment B, Référence copropriété Local B53 Lot 48

Ils comprennent : Un local à usage de bureau d'une surface d'environ 70m², comprenant les zones identifiées entrée 2, bureau 2, 3 et 4 selon le plan d'étage et le relevé de surfaces constituant les annexes 1 et 2 des présentes (le bureau 1 d'une surface de 16.58m² ne fait pas parti du local loué).

ARTICLE 26 - DATES DE REFERENCE

- Date d'effet du bail : 01/04/23
- Date de fin de bail : 31/03/32
- Date de mise à disposition des biens immobiliers : 01/04/23
- Date de départ du loyer : 01/04/23
- Dates d'échéances triennales: 01/04/26, 01/04/29, 01/04/32

ARTICLE 27 - DESTINATION

- Activité du preneur : Etablissement public.
- Usage: BUREAUX

ARTICLE 28 - LOYER ANNUEL DE BASE

		Loyer annuel
- Loyer annuel de base H.T.		9 380,00 Euros
* Surface principale:	70 x 134 Euros	
* Parkings:	Euros	
- Taxe à la Valeur Ajoutée 20% (taux en vigueur)		1 879,00 Euros
- Loyer annuel de base T.T.C.		11 256,00 Euros

ARTICLE 29 - PROVISIONS SUR CHARGES

La quote-part des impôts, taxes de même que des charges et prestations serait calculée au prorata des surfaces occupées par le PRENEUR dans l'immeuble.

Ces taxes et prestations seront acquittées par acomptes trimestriels payables en même temps que le loyer par chèque bancaire ou virement bancaire, majoré de la TVA.

Paraphes

1 050 €/HT par trimestre.

A titre de provision pour l'impôt foncier, il sera appelé en même temps que le loyer une somme hors taxes de 440 €/HT par trimestre.

Cette provision sera modifiée chaque année suivant le budget prévisionnel.

ARTICLE 30 - DEPOT DE GARANTIE – CAUTION

DEPOT DE GARANTIE :

Par dérogation à l'article 20, le preneur ne versera pas de dépôt de garantie.

ARTICLE 31 - INDICE DE REFERENCE

Indice INSEE des loyers commerciaux (ILC) du 3^{ème} trimestre 2022 soit 126,13.

ARTICLE 32 - HONORAIRES

- Pourcentage	: 30%
- Assiette	: 0 €
- Montant H.T.	: 0 €
- Montant T.T.C.	: 0 €
- Date d'exigibilité	: A la signature du bail
- Prise en charge par	:

ARTICLE 33 - ENVIRONNEMENT

- Etat des risques naturels et technologiques

Le bailleur déclare que les biens objet des présentes :

Sont situés dans une zone couverte par un plan de prévention des risques technologiques, prescrit ou approuvé, ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles, prescrit ou approuvé, ou dans une zone de sismicité définie par décret en Conseil d'Etat*

En outre, le bailleur déclare qu'à sa connaissance :

Les biens objets des présentes, n'ont subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles ou technologiques.

Conformément à la réglementation en vigueur, sur la base des informations mises à disposition par la Préfecture, le bailleur a établi et remis au preneur, préalablement à la signature des présentes, ce que reconnaît expressément le preneur un état des risques naturels et technologiques constituant l'annexe 4 des présentes.

Ils sont préalablement à l'établissement des présentes été signés et datés par le preneur, qui reconnaît avoir conclu l'opération en parfaite connaissance de son (leur) existence et de son (leur) contenu.

- Diagnostic de performance énergétique

Préalablement à la signature du présent bail, le bailleur a remis au preneur, ce que ce dernier reconnaît expressément, un diagnostic de performance énergétique répondant aux exigences de la réglementation en vigueur et constituant l'annexe 5 des présentes.

- Amiante:

Le bailleur a remis au Preneur qui le reconnaît une copie complète du Dossier Technique Amiante (DTA) relatif au lot n° 048 en date du 06/04/2020 et du diagnostic amiante relatif aux parties communes et équipements communs de l'immeuble en date du 11 mai 2015, qui sont joints annexes 3 et 6 des présentes.

Le preneur s'engage à communiquer le DTA à toute personne physique ou morale appelée par lui à effectuer des travaux dans les locaux.

ARTICLE 34 – PRESCRIPTION DE SECURITE

Les locaux du présent bail sont situés dans un immeuble de grande hauteur (IGH)

En conséquence, le preneur s'engage, pour ce qui le concerne aux termes du présent bail, à respecter toutes les prescriptions législatives réglementaires ainsi que tous les arrêtés complémentaires ou modificatifs réglementant les IGH en matière de sécurité.

ARTICLE 35 – CLAUSE PARTICULIERE

En cas de déménagement du Preneur pour la future Cité Administrative d'Etat, il est convenu que ce dernier aura la faculté de résilier le bail en informant le bailleur par lettre recommandée avec avis de réception envoyée six mois avant.

Fait en deux exemplaires, A LYON

Le 28/02/2023

LE BAILLEUR
(Lu et Approuvé)

Lu et approuvé
M. RENÉ COLLET & Co
2, Rue François Mitterrand
69160 TASSIN LA DEMILLIÈRE
Tél. 78 34 13 88

LE PRENEUR
(Lu et approuvé)

Lu et approuvé

Le Secrétaire général
[Signature]
Jean-François KUNTGEN

ANNEXES

DOSSIER DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE

- Certificat de surface
- Plan de distribution du lot
- DTA du lot
- ERNT
- DPE
- DTA (parties communes)

MESURAGE D'UN LOT DE COPROPRIETE

DEFINITION DES BIENS FAISANT OBJET DU PRESENT DOCUMENT :

PROPRIETAIRE : Société HPC LOT N° : 48
SITUATION : Bureaux TYPE :
20 allée B, boulevard Eugène Déruelle ETAGE : 5ème
69003 LYON FOURNITURE DU REGLEMENT DE COPROPRIETE : non

Je, soussigné, Christian GARIN-MICHAUD mètreur vérificateur économiste,

garanti en responsabilité civile professionnelle par la Société L'AUXILIAIRE, déclare que mission m'a été confiée de procéder au mesurage de la partie privative des biens ci-dessus désignés en vue de déterminer la superficie conformément aux dispositions des articles n°46 de la loi n°65-557 du 10 juillet 1965 modifié par la loi n°96-1107 du 18 décembre 1996 et des articles n°4-1 et 4-2 du décret n°67-223 du 17 mars 1967 modifié par le décret n°97-532 du 23 mai 1997.

Dans ce cadre et compte tenu des biens faisant l'objet de la présente au jour où a été effectué le mesurage soit le

12 avril 2010

LE SOUSSIGNE ATTESTE QUE :

le lot a une superficie, conformément aux articles précités et au Tableau
Détailé des Surfaces annexé, de

86,33 m²

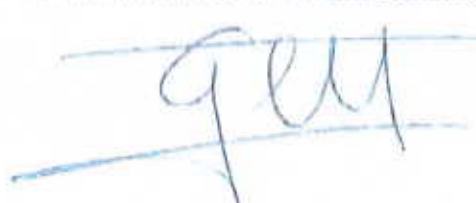
et ne comprend pas : les surfaces occupées par les murs, cloisons, marches et cages d'escaliers, gaines, embrasures des portes et des fenêtres, ainsi que des planchers des locaux d'une hauteur inférieure à 1,80 m, exclues de la superficie conformément au champ d'application de la loi.

Annexes	Lot n°	

Fait à VILLEURBANNE

le 03 mai 2010

N° DT1312A01

Christian GARIN-MICHAUD


NOTA : Le prestataire ne saurait être mis en cause pour faute professionnelle dans le cas où les renseignements qu'il lui sont nécessaires afin de mener à bien sa mission, dans le cadre imposé par la Loi, ne lui auraient été fournis et communiqués, dans leur intégralité. Le présent document ne peut en aucun cas être utilisé pour tout autre lot de la Copropriété que celui ci-dessus désigné. Toute utilisation illicite (copie, modification, etc.) de ce document entraînerait des poursuites de la part du cabinet Christian GARIN-MICHAUD.

2, rue Raspail - 69100 VILLEURBANNE Tél : 09.52.81.35.78 Fax : 09.57.81.35.78 Portable : 06.16.54.13.24

E-Mail : c.garinmichaud@free.fr

N° SIRET 399 545 573 00053 - Code NAF 742 C - Crédit Mutuel n° 00020189501

Membre d'une association agréée, le règlement des honoraires par chèque est accepté



Christian

GARIN-MICHAUD

mètreur vérificateur économiste

relevé de superficie - diagnostic amiante - attestation d'habitabilité - diagnostic SRU

TABLEAU DETAILLE DES SURFACES

DEFINITION DES BIENS :

PROPRIETAIRE : **Société HPC**

SITUATION : **Bureaux**

20 allée B, boulevard Eugène Déruelle

69003 LYON

LOT N° : **48**

TYPE :

ETAGE : **5ème**

BUREAUX			
Entrée 1 / Bureau 1	=	16,58 m ²	
Entrée 2	=	8,36 m ²	
Bureau 2	=	16,55 m ²	
Bureau 3	=	11,32 m ²	
Bureau 4	=	33,52 m ²	
TOTAL SUPERFICIE BUREAUX		=	86,33 m ²
SUPERFICIE GLOBALE		=	86,33 m ²

DTI312TDS01, le 03 mai 2010

2, rue Raspail - 69100 VILLEURBANNE

Tél : 09.52.81.35.78

Fax : 09.57.81.35.78

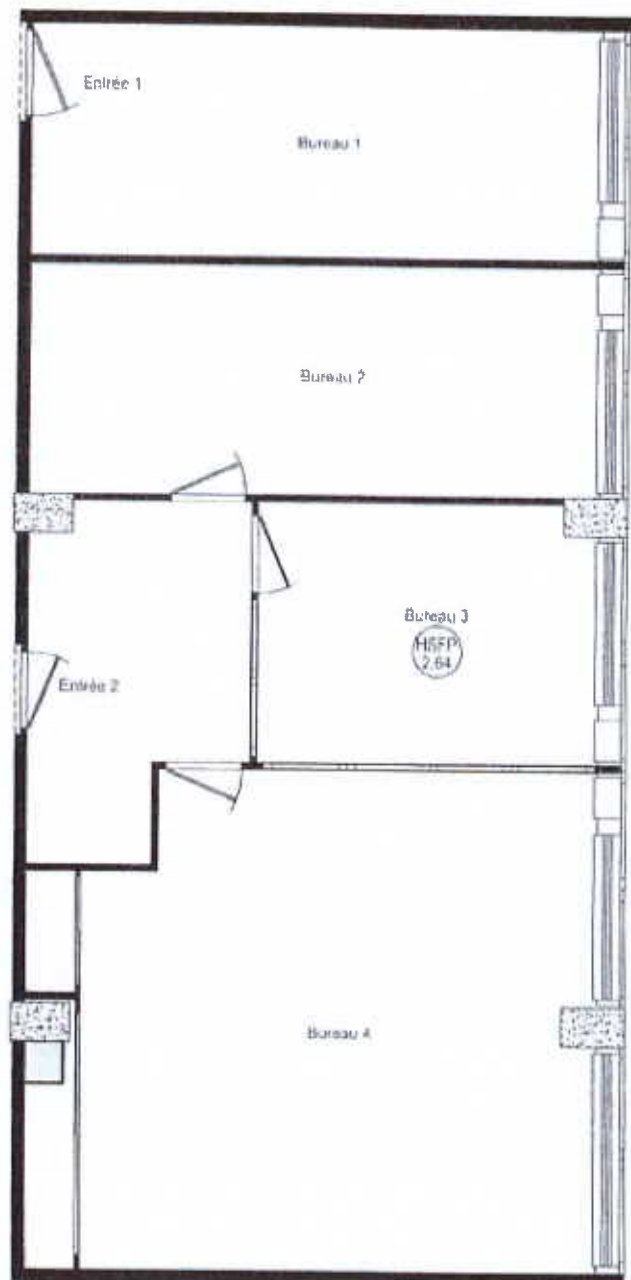
Portable : 06.16.54.13.24

E-Mail : c.garinmichaud@free.fr

N° SIRET 399 545 573 00053 - Code NAF 742 C - Crédit Mutuel n° 00020189501

Membre d'une association agréée, le règlement des honoraires par chèque est accepté

h



Bureau 20 allée B, boulevard Eugène Drouot 69003 LYON			
N°	Surface (m²)	Don	Surface (m²)
Bureau	100 m²	2.64	100 m²
<div> <div> </div> <div> <p> SAISON 2020-2021 SAISON 2021-2022 SAISON 2022-2023 </p> </div> </div>			

OK

Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au Dossier technique Amiante

(Arrêté du 16 Juillet 2019 et Norme NF X 46-020 : Août 2017)



Bien concerné lot-48-B53 20 BD EUGENE DERUELLE IMMEUBLE BRITANNIA-48-B53 69003 LYON	Propriétaire FRANCE AGRIMER Le Britannia 20 boulevard Eugène Deruelle 69003 LYON Donneur d'ordre MULTI REGIE - LYON 31 AVENUE DU MARECHAL DE SAXE 69006 LYON 6
CONCLUSION DU RAPPORT (This section contains a large, faint, illegible signature or stamp.)	

Date du rapport : 06/04/2020 Date de visite : 04/03/2020 Fait à : ANNECY-LE-VIEUX Référence du dossier : IMMEUBLE LE BRITANNIA Référence du rapport : 69-48-B53 06/04/2020 - 17 37 Nombre de prélèvements : 9	Auteur du rapport : John RUME Fonction : Opérateur de repérage Certificat de compétence : n° C030-SE06-2017 Délivré par : Qualit'COMPETENCES Contrat d'assurance : AXA France 313 Terrasses de l'Arche 92727 NANTERRE CEDEX	
--	---	--

Le présent rapport et ses annexes forment un tout indissociable dont il ne peut être fait état, vis-à-vis de tiers, que par publication ou communication in extenso

SOMMAIRE

I. PROGRAMME ET PERIMETRE DU REPERAGE	3
1. Programme du repérage	3
II. CONCLUSIONS	3
III. OBJET DE LA MISSION	3
1. Description précise de l'immeuble	4
2. Parties d'immeuble visitées	4
IV. DEROULEMENT DE LA MISSION	5
1. PRESTATIONS REALISEES	5
2. conditions de realisation du repérage	5
3. Personnes présentes lors de la visite	6
4. Informations complémentaires sur la visite	6
5. Rapports précédemment réalisés communiqués à SOCOTEC dans le cadre de la présente mission	6
V. RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE	6
1. Composants de la liste A contenant de l'amiante	7
2. Composants de la liste B contenant de l'amiante	7
3. Composants de la liste A ne contenant pas d'amiante	7
4. Composants de la liste B ne contenant pas d'amiante	8
VI. Autres Composants repères hors listes A et B	8
1. Autres composants contenant de l'amiante portés à la connaissance de l'opérateur	8
2. Autres composants ne contenant pas d'amiante portés à la connaissance de l'opérateur	9
VII. OBLIGATIONS CONSECUTIVES AUX TRAVAUX DE RETRAIT OU DE CONFINEMENT	9
ANNEXE 1 - FICHE D'IDENTIFICATION	10
ANNEXE 2 - PV ANALYSES	11
ANNEXE 3 - AUTRES DOCUMENTS	12
ANNEXE 4 - GRILLES D'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE - CONSEQUENCES REGLEMENTAIRES ET RECOMMANDATIONS	13
ANNEXE 5 - CERTIFICAT DE COMPÉTENCES	15
ANNEXE 6 - ATTESTATION D'ASSURANCE	16
ANNEXE 7 - PLANS / CROQUIS	18

R

1. PROGRAMME DU REPÉRAGE

II. CONCLUSIONS

Pièce et Etage	Ouvrage ou composant de la construction	Localisation	Partie d'ouvrage ou de composant à inspecter ou à sonder	Identification	Justification	Evaluation	Commentaire
NEANT							

Pièce et Etage	Ouvrage ou composant de la construction	Localisation	Partie d'ouvrage ou de composant à inspecter ou à sonder	Identification	Justification	Evaluation	Commentaire
NEANT							

est effectuée dans le cadre de la norme NF X 46-020. Elle porte sur les composants des listes A et B définis dans l'annexe 13-9 au code de la santé publique, accessibles sans travaux destructifs.

Liste A mentionnée à l'article R. 1334-20

Composant de la liste A à vérifier ou à sonder
Fiocages
Calorifugeages
Faux plafonds

Liste B mentionnée à l'article R. 1334-21

Composant	Partie du composant à vérifier ou à sonder
1. Parois verticales intérieures	Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs).
	Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiserie, amiante-ciment) et entourages de poteaux (carton, amiante-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), coffrage perdu.
2. Planchers et plafonds	Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres
	Enduits projetés, panneaux de cloisons.
3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs	Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres.
	Enduits projetés, panneaux collés ou vissés.
	Planchers.
	Dalles de sol.
4. Eléments extérieurs	Conduits de fluides (air, eau, autres fluides)
	Conduits, enveloppes de calorifuges.
	Clapets/volets coupe-feu
	Clapets, volets, rebouchage.
	Portes coupe-feu
	Joints (tresses, bandes).
	Vide-ordures
	Conduits.
	Toitures.
	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment), bardeaux bitumineux.
	Bardages et façades légères.
	Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibres-ciment).
	Conduits en toiture et façade.
	Conduits en amiante-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée.

1. DESCRIPTION PRECISE DE L'IMMEUBLE

Activité principale de l'immeuble : Commerce
Date de construction / PC : 01/01/1974

2. PARTIES D'IMMEUBLE VISITEES

Niveau	Local	Concernée
R+5	Lot 48 composé de bureaux	Concerné

12

IV. DEROULEMENT DE LA MISSION

1. PRESTATIONS REALISEES

- ☒ Entretien préalable et recueil des informations relatives à l'immeuble.
- ☒ Visite de l'immeuble pour inspection visuelle des composants susceptibles de contenir de l'amiante concernés. Cette étape est suivie d'investigations approfondies et de sondages selon nécessité.
- ☒ Prélèvement d'échantillons de matière et analyse des échantillons par un laboratoire accrédité sous-traitant de SOCOTEC
Laboratoire(s) d'analyse : Il n'a pas été fait appel à un laboratoire d'analyse
- ☒ Enregistrement des données sur les produits et matériaux repérés.
- ☒ Rédaction du présent rapport, des annexes, croquis.

2. CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE

Le repérage a pour objectif une recherche et un constat de la présence de matériaux ou produits contenant de l'amiante selon la liste citée au programme de repérage.

Conditions spécifiques du repérage :

Ce repérage est limité aux matériaux accessibles sans travaux destructifs c'est-à-dire n'entraînant pas de réparation, remise en état ou ajout de matériau ou ne faisant pas perdre sa fonction au matériau.

En conséquence, les revêtements et doublages (des plafonds, murs, sols ou conduits) qui pourraient recouvrir des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante ne peuvent pas être déposés ou détruits.

Procédures de prélèvement :

Les prélèvements sur des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante sont réalisés en vertu des dispositions du Code du Travail.

Le matériel de prélèvement est adapté à l'opération à réaliser afin de générer le minimum de poussières. Dans le cas où une émission de poussières est prévisible, le matériau ou produit est mouillé à l'eau à l'endroit du prélèvement (sauf risque électrique) et, si nécessaire, une protection est mise en place au sol ; de même, le point de prélèvement est stabilisé après l'opération (pulvérisation de vernis ou de laque, par exemple).

Pour chaque prélèvement, des outils propres et des gants à usage unique sont utilisés afin d'éliminer tout risque de contamination croisée. Dans tous les cas, les équipements de protection individuelle sont à usage unique.

L'accès à la zone à risque (sphère de 1 à 2 mètres autour du point de prélèvement) est interdit pendant l'opération. Si l'accompagnateur doit s'y tenir, il porte les mêmes équipements de protection individuelle que l'opérateur de repérage.

L'échantillon est immédiatement conditionné, après son prélèvement, dans un double emballage individuel étanche.

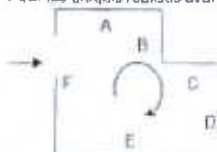
Les informations sur toutes les conditions existantes au moment du prélèvement susceptibles d'influencer l'interprétation des résultats des analyses (environnement du matériau, contamination éventuelle, etc.) seront, le cas échéant, mentionnées dans la fiche d'identification et de cotation en annexe.

Sens du repérage pour évaluer un local :

Pour les croquis réalisés après le 15/02/2020



Pour les croquis réalisés avant le 15/02/2020



3. PERSONNES PRESENTES LORS DE LA VISITE

Accompagnateur(s) : CANO Guillaume

4. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LA VISITE

Parties non visitées

Pièce et étage	Justification
NEANT	

Eléments non inspectés et justification

PIECE ET ETAGE	REPERAGE	MATERIAUX OU PRODUITS	JUSTIFICATION
NEANT			

Eléments à sonder ou à analyser non présents :

NEANT

Autres informations sur le déroulement de la mission

L'ensemble des prélèvements a été réalisé dans le respect du plan et des procédures d'intervention.

Commentaire :

Occupation des locaux : Occupé

5. RAPPORTS PRECEDEMMENT REALISES COMMUNIQUE A SOCOTEC DANS LE CADRE DE LA PRESENTE MISSION

Documents demandés	Documents remis
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	DTA 301D0/AMII/16/1822
Documents décrivant les ouvrages, produits, matériaux et protections physiques mises en place	NEANT
Eléments d'information nécessaires à l'accès aux parties de l'immeuble bâti en toute sécurité	NEANT

V. RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE

Les tableaux suivants décrivent les résultats du repérage des composants des listes A et B classés par localisation. Successivement sont présentés :

Les composants contenant de l'amiante (§ 5.1 et 5.2),

Les composants des listes A et B repérés sans amiante (§5.3 et 5.4)

44

Quelle que soit la situation et sans préjudice des autres dispositions réglementaires applicables, le propriétaire est tenu d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux ou produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant.

En colonnes « Identification », figurent les numéros d'identification du composant et/ou du prélèvement : ceux-ci sont repris sur le(s) PV d'analyse, sur le(s) plan(s) et sur les fiches d'identification.

1. COMPOSANTS DE LA LISTE A CONTENANT DE L'AMIANTE

Pièce et Etage	Ouvrage ou composant de la construction	Localisation	Partie d'ouvrage ou de composant à inspecter ou à sonder	Identification	Justification	Evaluation	Commentaire
NEANT							

JP : Jugement Personnel, ZPSO : Zone présentant des similitudes d'Ouvrage, Fr : Fraction définie par le laboratoire, se référer aux PV d'analyse

QUANTITATIF DES ELEMENTS AMIANTES DE LA LISTE A

Ouvrages ou composants de la construction	Parties d'ouvrages ou de composants	Unité de mesure	Quantité	Poids (t / U)	Poids total estimé
NEANT					

2. COMPOSANTS DE LA LISTE B CONTENANT DE L'AMIANTE

Pièce et Etage	Ouvrage ou composant de la construction	Localisation	Partie d'ouvrage ou de composant à inspecter ou à sonder	Identification	Justification	Evaluation	Commentaire
NEANT							

JP : Jugement Personnel, ZPSO : Zone présentant des similitudes d'Ouvrage, Fr : Fraction définie par le laboratoire, se référer aux PV d'analyse

QUANTITATIF DES ELEMENTS AMIANTES DE LA LISTE B

Ouvrages ou composants de la construction	Parties d'ouvrages ou de composants	Unité de mesure	Quantité	Poids (t / U)	Poids total estimé
NEANT					

3. COMPOSANTS DE LA LISTE A NE CONTENANT PAS D'AMIANTE

Pièce et Etage	Ouvrage ou composant de la construction	Localisation	Partie d'ouvrage ou de composant à inspecter ou à sonder	Identification	Justification	Commentaire
Ensemble des pièces - R+5	Autres	Plafonds	Daïle de faux-plafonds	P001	Document consulté:301D0/AMI/16/1822	

96

Pièce et Etage	Ouvrage ou composant de la construction	Localisation	Partie d'ouvrage ou de composant à inspecter ou à sonder	Identification	Justification	Commentaire
Capot de chauffage - R+5	Autres	Radiateurs	Calorifugeage	P003	Document consulté:301D0/AMI/16/1822	
Plenum - R+5	Autres	Canalisation	Calorifugeage	P007	Document consulté:301D0/AMI/16/1822	

JP : Jugement Personnel, ZPSO : Zone présentant des similitudes d'Ouvrage, Fr : Fraction définie par le laboratoire, se référer aux PV d'analyse

4. COMPOSANTS DE LA LISTE B NE CONTENANT PAS D'AMIANTE

Pièce et Etage	Ouvrage ou composant de la construction	Localisation	Partie d'ouvrage ou de composant à inspecter ou à sonder	Identification	Justification	Commentaire
Ensemble des pièces - R+5	Autres	Murs cloisons plaques de plâtre	Panneau	P002	Document consulté:301D0/AMI/16/1822	
Ensemble des pièces - R+5	Autres	Réseaux de distribution	Conduit Metal	P004	Document consulté:301D0/AMI/16/1822	
Plenum - R+5	Autres	Canalisations de chauffage	Conduit Metal	P005	Document consulté:301D0/AMI/16/1822	
Ensemble des pièces - R+5	Autres	Plafonds	Enduit projeté	P006	Document consulté:301D0/AMI/16/1822	
Plenum - R+5	Autres	Canalisation	Enveloppe de calorifuge	P008	Document consulté:301D0/AMI/16/1822	
Bureau - R+5	Autres	Murs cloisons	Panneau	P009	Document consulté:301D0/AMI/16/1822	

JP : Jugement Personnel, ZPSO : Zone présentant des similitudes d'Ouvrage, Fr : Fraction définie par le laboratoire, se référer aux PV d'analyse

VI. AUTRES COMPOSANTS REPERES HORS LISTES A ET B

1. AUTRES COMPOSANTS CONTENANT DE L'AMIANTE PORTES A LA CONNAISSANCE DE L'OPERATEUR

Pièce et Etage	Ouvrage ou composant de la construction	Localisation	Partie d'ouvrage ou de composant à inspecter ou à sonder	Identification	Justification	Evaluation	Commentaire
NEANT							

JP : Jugement Personnel, ZPSO : Zone présentant des similitudes d'Ouvrage, Fr : Fraction définie par le laboratoire, se référer aux PV d'analyse

QUANTITATIF DES ELEMENTS AMIANTES

Ouvrages ou composants de la construction	Parties d'ouvrages ou de composants	Unité de mesure	Quantité	Poids (t / U)	Poids total estimé
NEANT					

2. AUTRES COMPOSANTS NE CONTENANT PAS D'AMIANTE PORTES A LA CONNAISSANCE DE L'OPERATEUR

Place et Etage	Ouvrage ou composant de la construction	Localisation	Partie d'ouvrage ou de composant à inspecter ou à sonder	Identification	Justification	Commentaire
NEANT						

JP : Jugement Personnel, ZPSO : Zone présentant des similitudes d'Ouvrage, Fr : Fraction définie par le laboratoire, se référer aux PV d'analyse

VII. OBLIGATIONS CONSECUTIVES AUX TRAVAUX DE RETRAIT OU DE CONFINEMENT


Lorsque le présent rapport est suivi de travaux, en particulier lorsque les cotations des matériaux sont en note 3 (pour les matériaux de la liste A), AC1, AC2 (pour les matériaux de la liste B situés à l'intérieur de bâtiments occupés ou fréquentés), le propriétaire doit effectuer après enlèvement ou confinement des matériaux et produits contenant de l'amiante, les interventions suivantes :


- > Examen visuel des ouvrages par une personne certifiée,
- > Mesures d'empoussièrement par un organisme accrédité par le COFRAC.

Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé, par une personne certifiée, à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux dans un délai maximal de trois ans. Ces interventions sont rendues obligatoires par l'article R.1334-29-3 du code de la santé Publique.

PL

ANNEXE 1 - FICHE D'IDENTIFICATION

Identification : P001
Pièce et étage : Ensemble des pièces R+5
Localisation : Plafonds
Parties d'ouvrage ou de composants : Autres (Dalle de faux-plafonds)
Descriptif Laboratoire :
Résultat (justification) : Amiante non détectée (Document consulté : 30100/AMI/161622)


Identification : P002
Pièce et étage : Ensemble des pièces R+5
Localisation : Murs cloisons plaqués de plâtre
Parties d'ouvrage ou de composants : Autres (Panneau)
Descriptif Laboratoire :
Résultat (justification) : Amiante non détectée (Document consulté : 30100/AMI/161622)


Identification : P003
Pièce et étage : Capot de chauffage R+5
Localisation : Radiateurs
Parties d'ouvrage ou de composants : Autres (Calorifugeage)
Descriptif Laboratoire :
Résultat (justification) : Amiante non détectée (Document consulté : 30100/AMI/161622)


ANNEXE 2 - PV ANALYSES

Aucun document disponible

ANNEXE 3 - AUTRES DOCUMENTS

Aucun document disponible

ANNEXE 4 - GRILLES D'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE - CONSEQUENCES REGLEMENTAIRES ET RECOMMANDATIONS

GRILLES D'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX OU PRODUIT DE LA LISTE A

Aucune évaluation n'a été réalisée

1. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux circulations d'air

Fort	Moyen	Faible
1° Il n'existe pas de système spécifique de ventilation, la pièce ou la zone homogène évaluée est ventilée par ouverture des fenêtres ou 2° Le faux plafond se trouve dans un local qui présente une (ou plusieurs) façade(s) ouverte(s) sur l'extérieur susceptible(s) de créer des situations de forts courants d'air, ou 3° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet d'air est telle que celui-ci affecte directement le faux plafond contenant de l'amiante.	1° Il existe un système de ventilation par insufflation, celui-ci n'affecte pas directement le faux plafond ou 2° Il existe un système de ventilation avec reprise(s) d'air au niveau du faux plafond (système de ventilation à double flux).	1° Il n'existe ni ouvrant ni système de ventilation spécifique dans la pièce ou la zone évaluée, 2° Il existe dans la pièce ou la zone évaluée, un système de ventilation par extraction dont la reprise est éloignée du faux plafond contenant de l'amiante.

2. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux chocs et vibrations

Fort	Moyen	Faible
L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme forte dans les situations où l'activité dans le local ou à l'extérieur engendré des vibrations, ou rend possible les chocs directs avec le faux plafond contenant de l'amiante (ex : hall dans un lieu très fréquenté (ex : piscine, théâtre, ...)	L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme moyenne dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques mais se trouve dans un lieu fréquenté (ex : supermarché, dégradé par les occupants ou se trouve dans un local utilisé à des activités tertiaires passives.	L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme faible dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques, n'est pas susceptible d'être dégradé par les occupants ou se trouve dans un local utilisé à des activités tertiaires passives.

GRILLES D'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX OU PRODUIT DE LA LISTE B

Aucune évaluation n'a été réalisée

Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

1. Classification des niveaux de risque de dégradation ou d'extension de la dégradation du matériau.

Risque faible de dégradation ou d'extension de dégradation	Risque de dégradation ou d'extension à terme de la dégradation	Risque de dégradation ou d'extension rapide de la dégradation
L'environnement du matériau contenant de l'amiante ne présente pas ou très peu de risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque important pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque important pouvant entraîner rapidement, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.

Légende : EP = évaluation périodique ; AC1 = action corrective de premier niveau ; AC2 = action corrective de second niveau

L'évaluation du risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit prend en compte :

- Les agressions physiques intrinsèques au local (ventilation, humidité, etc...) selon que les risques sont probables ou avérés ;
 - La sollicitation des matériaux ou produits liée à l'activité des locaux, selon qu'elle est exceptionnelle/faible ou quotidienne/forte.
- Elle ne prend pas en compte certains facteurs fluctuants d'aggravation de la dégradation des produits et matériaux, comme la fréquence d'occupation du local, la présence d'animaux nuisibles, l'usage réel des locaux, un défaut d'entretien des équipements, etc.

Conséquences réglementaires suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

Article R1334-27 : En fonction du résultat du diagnostic obtenu à partir de la grille d'évaluation de l'arrêté du 12 décembre 2012, le propriétaire met en œuvre les préconisations mentionnées à l'article R1334-20 selon les modalités suivantes :

Score 1 – L'évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectuée dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation, ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage et de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception.

OK

Score 2 – La mesure d'empoussièrement dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R1334-25, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception.

Score 3 – Les travaux de confinement ou de retrait de l'amiante sont mis en œuvre selon les modalités prévues à l'article R. 1334-29.

Article R1334-28 : Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante prévue à l'article R1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrement ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est supérieur à cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante, selon les modalités prévues à l'article R1334-29.

Article R1334-29 : Les travaux précités doivent être achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation.

Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées doivent être mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvre, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

Article R.1334-29-3 :

I) A l'issue des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste A mentionnés à l'article R.1334-29, le propriétaire fait procéder par une personne mentionnée au premier alinéa de l'article R.1334-23, avant toute restitution des locaux traités, à un examen visuel de l'état des surfaces traitées. Il fait également procéder, dans les conditions définies à l'article R.1334-25, à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement. Ce niveau doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre.

II) Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits résiduels dans les conditions prévues par l'arrêté mentionné à l'article R.1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date à laquelle sont remis les résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

III) Lorsque des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante sont effectués à l'intérieur de bâtiment occupés ou fréquentés, le propriétaire fait procéder, avant toute restitution des locaux traités, à l'examen visuel et à la mesure d'empoussièrement dans l'air mentionnée au premier alinéa du présent article.

Détail des préconisations suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

1. **Réalisation d'une « évaluation périodique »**, lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit, consistant à :
 - a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
 - b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.
2. **Réalisation d'une « action corrective de premier niveau »**, lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés, consistant à :
 - a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ; b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
 - c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
 - d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection, demeurent en bon état de conservation. Il est rappelé l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement.
3. **Réalisation d'une « action corrective de second niveau »**, qui concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation, consistant à :
 - a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c) (paragraphe suivant) n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
 - b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
 - c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
 - d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

En fonction des situations particulières rencontrées lors de l'évaluation de l'état de conservation, des compléments et précisions à ces recommandations sont susceptibles d'être apportées.

ANNEXE 5 - CERTIFICAT DE COMPÉTENCES



WU.CERT
« CERTIFICATION DE COMPETENCES »
Version 01a

Décerné à **M. RUME John** Sous le numéro **C030-SE06-2017**

DOMAINE (S) CONCERNÉ (S)	VALIDITE
DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE (SANS MENTION)	Du 04/07/2018 Au 17/09/2022
DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE (MENTION)	X
DIAGNOSTIC DE L'ETAT DES INSTALLATIONS INTERIEURES DE GAZ	Du 04/07/2018 Au 02/09/2022
DIAGNOSTIC DE L'ETAT DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES DES IMMEUBLES A USAGE D'HABITATION	Du 04/07/2018 Au 02/09/2022
DIAGNOSTIC CONSTAT DES RISQUES D'EXPOSITION AU PLOMB	X
DIAGNOSTIC DE REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE DANS LES IMMEUBLES BATIS (SANS MENTION)	Du 04/07/2018 Au 02/09/2022
DIAGNOSTIC DE REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE DANS LES IMMEUBLES BATIS (MENTION)	Du 04/07/2018 Au 02/09/2022
DIAGNOSTIC D'ETAT DU BATIMENT RELATIF A LA PRESENCE DE TERMITES (METROPOLE)	Du 04/07/2018 Au 02/09/2022

La commande de réponse au signal de l'horloge est celle du code de la commande de l'horloge (cf. 2.7.4) et s'écrit : R27-1 et signifie ainsi que les bits de l'appareil (R27) pour les diagnostics programmés. Le signal de commande a été appliqué par l'ordinateur centralisé. Ce dernier se charge également de vérifier que les résultats des divers tests de surveillance sont satisfaisants.

En 2011, les dépenses pour l'achat des médicaments ont augmenté de 10,4 milliards d'euros, soit 1,2 % du PIB. Les médicaments remboursés par l'État ont représenté 70,4 % des dépenses totales, contre 69,4 % en 2010. Les dépenses pour l'achat des médicaments ont augmenté de 10,4 milliards d'euros, soit 1,2 % du PIB. Les médicaments remboursés par l'État ont représenté 70,4 % des dépenses totales, contre 69,4 % en 2010. Les dépenses pour l'achat des médicaments ont augmenté de 10,4 milliards d'euros, soit 1,2 % du PIB. Les médicaments remboursés par l'État ont représenté 70,4 % des dépenses totales, contre 69,4 % en 2010.

Dated at Thiruvananthapuram, this 13/11/2018
Per WLCNF

~~SECRET~~

Address: 10, rue de la Harpe, 75001 PARIS 01133
 France 33 (0)1 42 84 90 00, e-mail: info@editions-les-herminiers.com
 Internet: www.editions-les-herminiers.com

ANNEXE 6 - ATTESTATION D'ASSURANCE

Votre Assurance
+ ses Prestataires



Assurance et Banque

ATTESTATION

COUTRES

VID ASSOCIÉS

81 SOULEVARD PIERRE PREMIER

83130 LE MOUSCAT

Tél : 05 58 30 95 73

Fax : 05 57 53 54 06

Email : CONTACT@VIDASSOCIÉS.FR

Porte@alle : 0201478984

SOCOTEC DIAGNOSTIC
21 ROUTE D'ALBERT
62450 AVESNES LES BAPAUME

Votre référence

Contrat n° J0158549604

Client n° 0916089020

AXA France SA (SIRET 542 000 000)

SOCOTEC DIAGNOSTIC
21 ROUTE D'ALBERT
62450 AVESNES LES BAPAUME

est titulaire d'un contrat d'assurance n° J0158549604 ayant pris effet le 01/03/2018.
Ce contrat garantit les conséquences financières de la responsabilité civile pouvant lui incomber au fait de l'exercice des activités de DIAGNOSTICS TECHNIQUES HABITATIERS suivantes :

AMIANTE :
ETAT AMIANTOMÉTRIE (A) PRÉSENCE OU L'ABSENCE DE MATÉRIAU CONTENANT DE L'AMIANTE
DIAGNOSTIC TECHNIQUE AMIANTE
DIAGNOSTIC AMIANTE PARTIES PRIVATIVES
CONTROLE PÉRIODIQUE (AMIANTE)
CONTROLE VISUEL APRÈS TRAVAIL (PLOMB - AMIANTE)
REMPLAGE AMIANTE AVANT/ APRÈS TRAVAIL ET DÉMOLITION
REMPLAGE AMIANTE ET D'HAUT SUR SURFACE INTÉRIEURE ET EXTERIEURE

PLOMB :
DIAGNOSTIC PLOMB DANS L'EAU
CONSTAT DES RISQUES D'EXPOSITION AU PLOMB (CRP)
DIAGNOSTIC DE RISQUE D'INTOXICATION AU PLOMB DANS LES PEINTURES (DRPP)
RECHERCHE DE PLOMB AVANT TRAVAIL / DE MONTAGE

ETAT PARASITAIRE :
ETAT RELATIF A LA PRÉSENCE DE TERMITES
ETAT PARASITAIRE (MÉMOIRES, VANDERLÉ, LÉVUS)
INFORMATION SUR LA PRÉSENCE DE PRAQUE DE MÉMOIRE (LON ALUM)

MESURES :
MESURE DU LOI CARACTÉRISTIQUE
CARACTÈRES MÉTHODIQUES D'ANTHROPOMÉTRIE ET RÉALISATION DE PLANS ASSOCIÉS SELON LES TEXTES SUIVANTS : LOI

AXA France SA

Siège social : 121, rue de la République, 92000 Nanterre

Siège social : 121, rue de la République, 92000 Nanterre, 92000 Nanterre

Siège social : 121, rue de la République, 92000 Nanterre, 92000 Nanterre

ANNEXE 7 - PLANS / CROQUIS

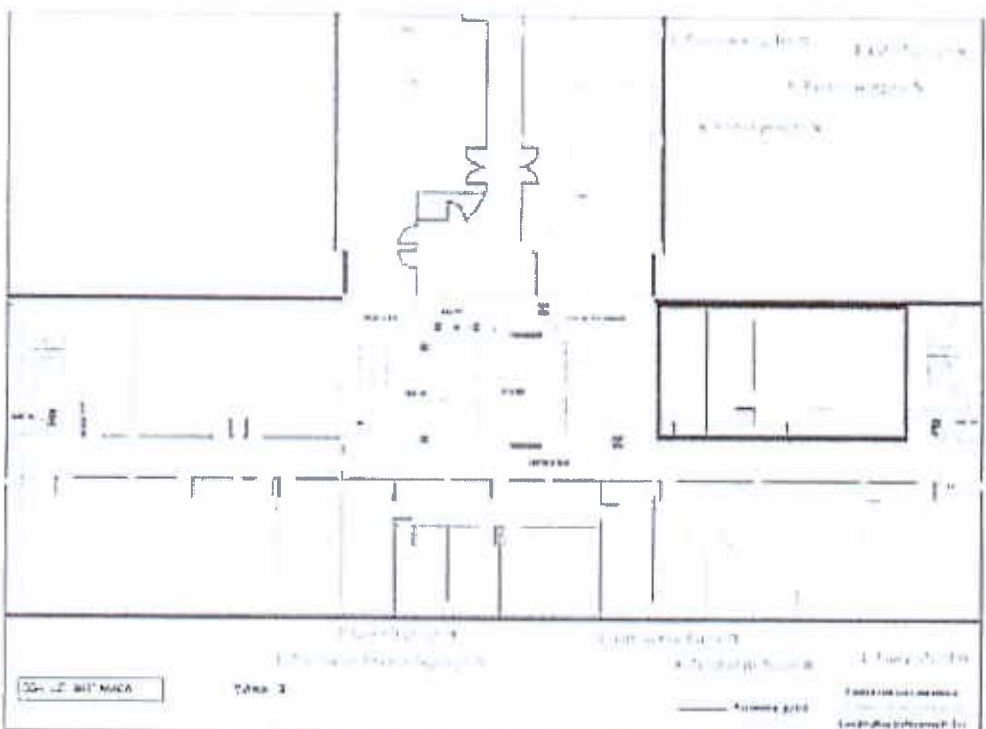


PLANCHE DE REPERAGE

Bien : 59-48-R53 - lot-48-R53 20 00
 EUGENE DERUELLE IMMEUBLE
 BRITANNIA-48-R53-
 FRANCEGRIMMER 69003 LYON

Zone : R+5

Plan

Auteur : RUMÉ John

N° de planche : 111

 Prélèvement amianté

 Direction Générale de l'Équipement